

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/01/08/la-situation-se-degrade-pour-les-migrants-bloques-au-large-de-malte_5406418_3210.html

La situation se dégrade pour les migrants bloqués au large de Malte

Le pays refuse le débarquement sur son territoire de personnes en provenance de Libye recueillies par deux bateaux de sauvetage, en dépit d'un accord de répartition conclu entre différentes capitales.

Par Jean-Baptiste Chastand, Jean-Pierre Stroobants et Julia Pascual Publié hier à 18h52, mis à jour hier à 21h21



Sur le pont du « Sea-Watch-3 », le navire affrété par l'ONG allemande Sea-Watch, au large de Malte, le 8 janvier 2019. DARRIN ZAMMIT LUPI / REUTERS

Cela fait respectivement dix-huit et dix jours qu'ils sont bloqués en mer au large de Malte. Quarante-neuf migrants, sauvés au large de la Libye par deux bateaux d'organisations non gouvernementales (ONG) allemandes, Sea-Watch et Sea-Eye, sont retenus à bord faute de port prêt à les laisser débarquer.

Leur situation en Méditerranée se dégrade : « *On a des cas de personnes qui refusent de s'alimenter ou de boire, certains menacent d'entamer une grève de la faim, un homme ne prend plus son traitement médical alors qu'il a besoin de soins*, énumère Giorgia Linardi, porte-parole de Sea-Watch, qui était à bord du bateau humanitaire mardi. *C'est un miracle que la situation tienne toujours.* »

Parmi les trente-deux personnes secourues par le *Sea-Watch-3*, majoritairement originaires de pays d'Afrique subsaharienne, mais aussi de Libye et d'Egypte, figurent sept mineurs, dont un

enfant de 11 mois. Le 4 janvier, un homme s'est jeté à l'eau, pensant pouvoir rejoindre Malte à la nage, avant de se raviser. *« Depuis, il reste allongé toute la journée, il ne parle à personne et ne fait rien, relate Giorgia Linardi. Ce sont des gens qui ont fui la Libye pour rechercher la liberté et ils se retrouvent dans une situation de détention. C'est d'autant plus traumatisant qu'ils sont au fait des débats qui ont cours entre les Etats européens. »*

Le premier ministre maltais, Joseph Muscat, a expliqué, dimanche 6 janvier, que s'il acceptait *« que les deux navires débarquent sans clarifier les choses, ce [seraient] les brutes qui gagneraient tandis que les pays comme Malte qui respectent les lois et sauvent des vies finiraient par en être victimes »*.

« Centre de débarquement »

Plus petit pays de l'Union européenne (UE), Malte est en première ligne pour les sauvetages de migrants venant de Libye depuis que l'Italie a fermé ses ports aux ONG, après l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, en juin 2018.

Depuis, près de 1 500 migrants sont arrivés sur un archipel d'à peine 460 000 habitants et les autorités locales s'estiment débordées. *« Ils voient aussi que certains pays n'ont pas respecté les engagements pris lors des précédents débarquements et qu'on leur laisse sur les bras les migrants qui ne relèvent pas de l'asile »*, analyse une source diplomatique française.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Les ONG de sauvetage de migrants sont de retour en Méditerranée](#)

M. Muscat a ainsi expliqué dimanche qu'il ne veut pas que son pays devienne un *« centre de débarquement »*. Approuvée par les chefs d'Etat et de gouvernement européens en juin, cette solution n'a jamais pu être mise en application, faute de pays candidats pour accueillir ces lieux destinés à accueillir et à trier les migrants sauvés en mer avant de les répartir ailleurs en Europe au titre de l'asile.

Selon plusieurs sources, La Valette bloque ainsi le débarquement des quarante-neuf migrants alors qu'un accord de répartition incluant plusieurs pays a déjà été trouvé. Mais le premier ministre maltais aimerait que 249 autres, sauvés par ses gardes-côtes fin décembre 2018, soient inclus dans cette répartition et fait pression sur le *Sea-Watch-3* et le navire de Sea-Eye pour obtenir un soutien européen.

« Discussions de marchands de tapis »

La réunion du Coreper (le comité des représentants permanents auprès de l'UE) a examiné le dossier lundi soir et entendu la Commission européenne appeler, une fois encore, à *« la solidarité et la responsabilité »*. Mais elle n'arriverait pas encore à obtenir d'engagement pour trois cents personnes.

La France, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Portugal, la Grèce et la Roumanie se sont dits prêts à en accepter, mais le compteur atteignait mardi après-midi autour de 170 places, selon les informations du *Monde*. Bucarest, qui assume depuis le début du mois la présidence tournante de l'UE, a ainsi avancé un chiffre assez bas : cinq. *« C'est peu, mais pas*

neutre », juge une autre source européenne ; jusqu'ici, la Roumanie campait sur des positions intransigeantes partagées par d'autres pays de l'est de l'UE.

L'Irlande a dit de son côté « *étudier* » la possibilité d'héberger des rescapés. La Suède pourrait aussi se joindre aux efforts. Mais la Suisse et la Belgique sont réticentes. De même que l'Espagne, alors que le détroit de Gibraltar est devenu la première voie d'entrée des migrants en Europe en 2018.

Lire aussi [La France prête à accueillir des migrants bloqués au large de Malte](#)

Dans un contexte où l'extrême droite est en progression un peu partout sur le Vieux Continent, Bruxelles a de plus en plus de mal à trouver des pays candidats pour se répartir des migrants. « *On en est à avoir des discussions de marchands de tapis* », se désole une source diplomatique française. La Hongrie a ainsi encore appelé lundi, en plein Coreper, à « *l'éradication* » de tous les facteurs qui contribuent à attirer des migrants vers l'Europe.

Quand à Matteo Salvini, le ministre italien de l'intérieur d'extrême droite, à l'origine de ces situations de blocage systématiques, il multiplie les messages sur Twitter pour défendre une position intraitable, même si les gardes-côtes italiens continuent, en réalité, d'opérer des sauvetages. « *Les navires des ONG ont désobéi aux instructions des gardes-côtes libyens (...). En Italie, les vrais réfugiés arrivent par avion, les clandestins arrivés par bateau sont trop nombreux. STOP !* », a-t-il ainsi tweeté.

Le navi Ong hanno disubbidito alle indicazioni della Guardia Costiera Libica che stava andando a soccorrere i 49 im... <https://t.co/QQ1Gh1R5pD>

— matteosalvinimi (@Matteo Salvini)

Jean-Baptiste Chastand , Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen) et Julia Pascual